CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DES LAURENTIDES
MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC

# **RÈGLEMENT NO. 2024-159**

MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES PERMIS ET CERTIFICATS NUMÉRO 2013-059 AFIN DE MODIFIER LES CONTRAVENTIONS ET SANCTIONS RELATIVES AUX ARBRES ET AUTRES

**ATTENDU QUE** le conseil municipal peut modifier son règlement sur les permis et certificats;

**ATTENDU QU**'un avis de motion et un projet de règlement ont été déposés à la séance du 19 février 2024 par le conseiller Jean-Pierre Charette

### EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par la conseiller Gabriela Opas Et résolu à l'unanimité des membres du conseil :

QUE LE RÈGLEMENT NO. 2024-159 soit adopté, tel que mentionné ci-dessous.

#### ARTICLE 1 CONTRAVENTION RELATIVE AUX ARBRES

L'article 13 « Disposition relative aux contraventions et sanctions » est modifié par :

- Le remplacement, au deuxième alinéa, des mots « 500 \$ » par les mots « 2500 \$ »;
- 2. Le remplacement, au paragraphe 1 du 2<sup>e</sup> alinéa, des mots « 100 \$ » par les mots « 500 \$ »;
- 3. Le remplacement, au paragraphe 1 du 2<sup>e</sup> alinéa, des mots « 200 \$ » par les mots « 1 000 \$ »;
- 4. Le remplacement, au paragraphe 1 du 2<sup>e</sup> alinéa, des mots « 5 000 \$ » par les mots « 15 000 \$ »;
- 5. Le remplacement, au paragraphe 2 du 2<sup>e</sup> alinéa, des mots « 5 000 \$ » par les mots « 15 000 \$ »;
- Le remplacement, au paragraphe 2 du 2<sup>e</sup> alinéa, des mots « 15 000 \$ » par les mots « 100 000 \$ »;
- 7. L'insertion, après le 3<sup>e</sup> alinéa, de l'alinéa suivant :

« Dans le cas d'une infraction visée au 3<sup>e</sup> alinéa relatif à l'abattage d'un arbre ou de l'abattage d'un arbre sans avoir obtenu au préalable un certificat d'autorisation à cette fin, le contrevenant doit procéder à la plantation d'un arbre par arbre abattu. La plantation doit s'effectuer dans les 3 mois suivants la déclaration de culpabilité du contrevenant, que ce soit suite à une déclaration de culpabilité ou suite à un plaidoyer de culpabilité transmis ou présumé. Si la plantation est impossible en raison des conditions hivernales, elle doit être réalisée au plus tard le 30 juin suivant. L'arbre à planter doit présenter une tige de 5 centimètres de diamètre mesuré à 0,6 mètre du niveau du sol et doit atteindre une hauteur minimale de 5 mètres à maturité. Dans le cas d'un conifère, ce dernier doit présenter une hauteur de 1,2 mètre à la plantation et une hauteur minimale de 2 mètres à maturité. »

- 8. L'insertion après l'alinéa a) de l'alinéa suivant :
  « Lorsqu'il s'agit une personne physique, impliquant des travaux dans la rive ou
  le littoral ou en milieu humide, une amande de 750\$ pour une première
  infraction et de 1 500 \$ pour chaque récidive »;
- L'insertion après l'alinéa b) de l'alinéa suivant :
   « Lorsqu'il s'agit une personne morale, impliquant des travaux dans la rive ou le littoral ou en milieu humide, une amande de 1 000\$ pour une première infraction et de 2 000 \$ pour chaque récidive ».

#### ARTICLE 2 PERMIS DE CONSTRUCTION ET CERTIFICAT D'AUTORISATION

L'article 20 « permis de construction et certificat d'autorisation, tableau des construction et ouvrages nécessitant ou non un permis ou un certificat » est modifié par :

- h) aucun permis et certificat;
- u) 3e point, installation d'un abri d'auto temporaire, aucun frais

# ARTICLE 3 TARIFS DES PERMIS, CERTIFICATICATS ET DIVERSES DEMANDES

L'article 48 : « Tarifs des permis, certificats et diverses demandes, tableau 2 : Frais relatifs à un certificat d'autorisation » est modifié par :

f) construction, rénovation, transformation ou réparation d'une construction accessoire, dépendance etc., 8e point, Abri d'auto, aucun frais.

## ARTICLE 4 – ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

(original signé)	(original signé)
André Ibghy	Marie-France Matteau
Maire	Directrice générale et
	Greffière-trésorière

Avis de motion et dépôt : 19 février 2024 Adoption du règlement : 18 mars 2024

Certificat de conformité de la MRC : 22 mars 2024

Entrée en vigueur: 17 avril 2024

Avis public d'entrée en vigueur : 17 avril 2024